



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France

Arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UT77/045 de mise en demeure de la Société ARMABESSAIRE pris en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8,

Vu l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 autorisant la Société ARMABESSAIRE et Compagnie à étendre ses activités de stockage et de récupération de ferrailles, de broyage et de concassage de produits minéraux, de fonderie de métaux et alliages et de transit de déchets industriels à PONTAULT-COMBAULT (77340) au 9-12 rue Jean Cocteau,

Vu l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à M. Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

Vu l'arrêté n° 2016-DRIEE IdF - 160 du 8 février 2016 portant subdélégation de signature,

Vu le rapport daté du 21 mars 2016 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre par la Société ARMABESSAIRE de la surveillance R.S.D.E,

Vu le courrier n° E/ 16-0737 du 21 mars 2016 de transmission à la Société ARMABESSAIRE, du rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre de la surveillance R.S.D.E,

Vu les observations par mail du 25 mars 2016 de la Société ARMABESSAIRE,

Considérant que la Société ARMABESSAIRE est soumise à la surveillance pérenne des substances dangereuses dans ses rejets aqueux,

Considérant que l'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des résultats de la surveillance pérenne réalisée en 2015,

Considérant que l'article 9.4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010 précité prévoit que les résultats des mesures réalisées au mois N doivent être saisies sur le site de télédéclaration GIDAF et transmises à l'inspection des installations classées avant la fin du mois N+1,

Considérant que l'inspection des installations classées est en attente depuis le 12 février 2014 du programme d'actions concis et l'inventaire des mesures prises ou envisagées par la Société ARMABESSAIRE pour réduire voire supprimer de ses rejets les substances dangereuses suivies dans le cadre de la surveillance pérenne (hors D.E.H.P),

Considérant le délai supplémentaire de trois mois accordé par le courrier daté du 02 décembre 2014 de l'inspection des installations classées, pour la transmission dudit programme d'actions et de l'étude technico-économique visée à l'article 9.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010 précité,

Considérant que pour seule réponse, la Société ARMABESSAIRE déclare par courrier daté du 20 janvier 2015 avoir mis en place récemment une double filtration des eaux pour limiter le rejet de substances dangereuses,

Considérant que cette réponse n'est pas satisfaisante,

Considérant le courrier daté du 13 avril 2015 de l'inspection des installations classées demandant à la Société ARMABESSAIRE de l'informer du choix du bureau d'études retenu pour la réalisation de l'étude technico-économique et de lui préciser le cas échéant, le type de technique à mettre en œuvre (substitution, technique intégré au procédé, technique de traitement des effluents) et les substances qui ont conduit à étudier et retenir la technique,

Considérant que par courrier électronique daté du 17 avril 2015, la Société ARMABESSAIRE déclare avoir consulté deux bureaux d'études pour la réalisation de ladite étude technico-économique,

Considérant que depuis cette date, l'inspection des installations classées n'a pas été informée ni du choix du bureau d'études retenu, ni de l'état d'avancement de cette étude,

Considérant que le cours d'eau récepteur final des rejets de l'établissement, le ru de la Ménagerie (code SANDRE - FRHR 103-F4850600), est une masse d'eau identifiée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E) pour la période 2016-2021 comme étant en mauvais état chimique,

Considérant que l'objectif d'atteinte du bon état chimique du ru de la Ménagerie en 2015 et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement nécessitent la mise en œuvre du programme d'actions et l'étude technico-économique prévue à l'article 9.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010 susvisé,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Société ARMABESSAIRE, située au 9-12 rue Jean Cocteau à PONTAULT-COMBAULT (77340), est mise en demeure par le présent arrêté de satisfaire :

- dans un délai d'**un mois** aux dispositions de l'article 9.4.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010, par la transmission à l'inspection des installations classées des résultats de la surveillance pérenne R.S.D.E. réalisée en 2015, ainsi que la programmation des prélèvements en 2016,
- dans un délai de **six mois** aux dispositions de l'article 9.4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010, par la transmission à l'inspection des installations classées d'une étude technico-économique assortie d'un échéancier de réalisation des solutions retenues pour réduire la teneur dans ses rejets des 10 substances dangereuses suivies dans le cadre de la surveillance pérenne (hors D.E.H.P.).

Ces délais prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Le non-respect des dispositions du présent arrêté expose le bénéficiaire de cet arrêté aux sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-8-II et L. 173-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la Société ARMABESSAIRE.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de la commune de PONTAULT-COMBAULT.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui fondant la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cet arrêté est soumis est affiché en la mairie susvisée pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès-verbal du maire.

Une copie de cet arrêté est affichée à l'entrée de l'installation et est mis à la disposition du public en mairie de PONTAULT-COMBAULT pendant deux mois à compter de la publication de cet arrêté de mise en demeure.

ARTICLE 5

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à contentieux de pleine juridiction dans les conditions prévues à l'article précité.

Cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN, situé au 43 rue du Général de Gaulle, 77000 MELUN :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication de cette décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture,
- par la Société ARMABESSAIRE dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, la Société ARMABESSAIRE peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

ARTICLE 6

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de TORCY,
- le Maire de PONTAULT-COMBAULT,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Paris,
- le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 22 avril 2016

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur empêché,
L'adjoint au chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne,

Signé

Bruno VERHAEGHE

Pour ampliation

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur empêché,
L'adjoint au chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne,

Bruno VERHAEGHE

Destinataires :

- Société ARMABESSAIRE
- le Maire de PONTAULT COMBAULT
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie
- le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie
- le Directeur départemental des services d'incendie et de secours
- le Directeur départemental des territoires
- le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé
- SIDPC
- DCSE
- Chrono